

L'Adresse—Le très hon. John Turner

M. Turner (Vancouver Quadra): Il est bon de savoir que, au Canada, un homme originaire d'un milieu humble mais honorable peut aspirer aux plus hautes fonctions. Le premier ministre peut en ce jour éprouver légitimement des sentiments de satisfaction et de fierté. Les Canadiens lui ont confié une lourde responsabilité et je lui souhaite, pour s'en acquitter, le courage et la santé. Il est inutile pour moi de formuler d'autres souhaits, car il aurait déclaré à ses proches collaborateurs, paraît-il, qu'il se proposait de gouverner comme s'il détenait une majorité.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Puis-je, monsieur le Président, féliciter également le député de Sarnia-Lambton (M. James) et la députée de Montréal-Mercier (M^{me} Jacques), respectivement motionnaire et comotionnaire de l'Adresse en réponse au discours du trône.

[Français]

L'un et l'autre ont exposé avec éloquence et honnêteté ce que nous attendons de la présente législature et je les félicite de leur contribution. Je sais, pour en avoir fait l'expérience il y a de nombreuses années, qu'elle importance revêt le premier discours prononcé à la Chambre par un nouveau député. Et je pense qu'ils se sont remarquablement bien tiré d'affaire tous les deux. Et j'espère que nous aurons l'occasion de les entendre encore au cours de cette session.

[Traduction]

Le but de notre présence ici, monsieur le Président, transcende le loyalisme partisan. Nous sommes ici pour défendre et protéger les institutions démocratiques du pays, dont la Chambre des communes est certes la plus importante. Voici ce qu'un ancien chef de l'opposition et premier ministre, le très honorable John George Diefenbaker, a un jour déclaré à la Chambre:

Monsieur le Président, notre institution ne doit pas échouer. Sans elle, adieu la liberté! Nous sommes ici aujourd'hui non seulement à titre de gardiens du présent et d'héritiers du passé, mais également, monsieur le Président, comme garants de l'avenir de cette institution.

Au nom des membres de mon caucus, monsieur le Président, je vous promets que nous allons défendre les valeurs que M. Diefenbaker avait à l'esprit. Mais je vous promets, à vous et aux ministériels, que nous allons être une opposition forte et vigilante.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): En fait, lorsque le député de Windsor-Ouest (M. Gray) et moi-même sommes arrivés à la Chambre des communes pour la première fois, nous étions dans l'opposition. Nous possédons une certaine expérience de ce genre de rôle. Nous reconnaissons que si nous sommes ici, c'est parce que les Canadiens ont appuyé massivement le premier ministre, ses collègues et ses partisans. Néanmoins, compte tenu de ce qu'ils ont dit, de ce qu'ils ont promis et de leurs promesses tellement vagues, nous ne pensons pas que toutes les lois doivent être approuvées automatiquement et nous nous engageons à étudier attentivement chaque projet de loi qui sera présenté à la Chambre. S'il s'agit d'une bonne mesure, nous l'approuverons et l'adopterons rapidement. Si nous croyons qu'elle a besoin d'améliorations, nous proposerons des changements et des modifications. Si nous estimons qu'elle n'est pas dans l'intérêt des Canadiens, nous nous y opposerons vigoureusement. J'ajouterai que nous ne nous y

opposerons pas pour le simple plaisir de la chose. Nous n'avons pas l'intention de jouer un rôle purement négatif, comme le premier ministre l'a laissé entendre au cours d'une entrevue qu'il a donnée à Val Sears, du *Toronto Star*.

Je représente un parti politique qui est le parti de la réforme et de l'innovation, un parti ouvert et prêt à essayer des idées nouvelles. Nous respecterons les droits de l'individu et la règle du droit. Nous défendrons le contrat social. Nous nous efforcerons de préserver nos programmes sociaux et d'accorder une attention particulière aux nécessiteux. Je tiens à rappeler au premier ministre qu'au cours de la campagne électorale, il a déclaré, et je reprends ses paroles, que les programmes sociaux universels sont «un dépôt sacré auquel il ne faut pas toucher». L'opposition officielle veillera à ce qu'il tienne cet engagement.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Je l'ai dit et je le répète, ni mes collègues ni moi-même ne laisserons détruire au nom de l'intérêt économique les programmes sociaux instaurés par les gouvernements libéraux successifs.

[Français]

Les libéraux respectent le droit de chaque Canadien et chaque Canadienne à réaliser pleinement toutes ses possibilités. Nous croyons à l'égalité des chances et à l'égalité d'accès à l'instruction, à la formation et à l'emploi sans distinction fondée sur les antécédents familiaux, la race, les convictions religieuses ou le sexe. Le libéralisme a pour principe fondamental de favoriser au maximum l'initiative individuelle et de récompenser la réussite. Mais nous croyons aussi et fermement à la nécessité de protéger les personnes dans le besoin ou qui souffrent sans que ce soit leur faute.

[Traduction]

Les partisans du libéralisme, monsieur le Président, croient fermement dans l'entreprise privée, mais ils soutiennent que les gouvernements devraient intervenir à bon escient sur le marché lorsque les capitaux privés faillissent à la tâche ou encore lorsque l'intérêt public l'exige. Selon nous, il incombe au gouvernement d'aider et d'encourager l'initiative privée et de lui fournir l'encadrement nécessaire à son épanouissement et à la création des milliers d'emplois dont nous avons besoin. Le libéralisme n'est pas statique, car la réalité elle-même ne l'est pas. Le libéralisme est pragmatique et non pas doctrinaire.

[Français]

Le libéralisme n'est ni rigide, ni socialiste, ni dominé par un seul intérêt. Le libéralisme rejette tout monopole, qu'il soit exercé par le monde des affaires, des églises, des syndicats ou des majorités.

Le vrai libéral comprend que la liberté politique ne peut exister sans la liberté économique. La personne humaine a absolument besoin de sécurité économique pour réaliser pleinement toutes ses possibilités.

[Traduction]

Les libéraux ne se contentent jamais du *statu quo*. Nous acceptons le changement et nous le recherchons. Nous préconisons la réforme et nous la réalisons. Nous croyons effectivement qu'il y a vraiment moyen d'améliorer nos conditions de vie.